

## La création d'un apartheid de genre: Amnesty International et la prostitution

Taina Bien-Aimé

Posté le 13/10/2015 au Huffington Post

*Vous pouvez me consigner dans l'histoire  
Avec vos mensonges amers, tordus,  
Vous pouvez me piétiner jusque sous le sol  
Mais, comme la poussière, je m'élèverai ...*

Maya Angelou

Qu'arriverait-il si tous les pays décriminalisaient la prostitution? Pas seulement les quelques territoires à l'avoir déjà fait, avec des [résultats désastreux](#), mais qu'arriverait-il si chaque gouvernement légitimait les proxénètes et propriétaires de bordels et omettait de faire rendre compte aux hommes pour l'achat d'êtres humains pour le sexe? Est-ce que l'Organisation des Nations Unies et ses États membres créeraient un Programme 2050 d'Investissement dans le Commerce du Sexe en tant que Solution et Développement Durable pour les Femmes et les Filles, Notamment les Plus Indigentes?

Quels slogans de marketing en découleraient? Verrait-on des organismes publics lancer des campagnes d'allègement de la pauvreté, avec des appels comme « Premières nations, Peuples autochtones, Aborigènes, Afro-Américains et populations de l'Hémisphère Sud : Êtes-vous pauvres, jeunes, incestuées, transgenres, ou sans-abri? Avec notre aide, le Commerce du Sexe va vous fournir un abri, de la nourriture, des préservatifs gratuits et la possibilité de contribuer à votre Produit national brut (ou à celui d'un pays étranger). Aucune expérience ou instruction requise. »

Ce ne sont pas là des *aguiches* pour le prochain roman de Margaret Atwood, mais un concept avancé par Amnesty International, l'une des organisations des droits humains les plus importantes et respectées au monde.

Après un débat litigieux à l'Assemblée de son Conseil international à Dublin en août dernier, les délégué.e.s d'Amnesty ont adopté une [résolution](#) visant la pleine dépénalisation de l'industrie du sexe, y compris les proxénètes, les propriétaires de maisons closes et les acheteurs de sexe, comme moyen de protéger les personnes prostituées. Le Bureau exécutif international d'Amnesty est sur le point d'examiner, et est susceptible d'adopter, un cadre de politique qui ferait de l'industrie du sexe un employeur acceptable et souhaitable.

Même si un certain nombre de sections nationales d'Amnesty, dont celles de la [France](#), Israël et la [Suède](#), ont pris parti contre cette décision, il semble impossible de stopper la marche obstinée d'Amnesty en vue d'exhorter les gouvernements à adopter ce qui est effectivement une légalisation de la prostitution. Faisant preuve d'un dédain inexplicable, les dirigeants d'Amnesty ont ignoré les milliers de voix issues du [mouvement mondial des femmes de la base](#),

des [survivantes de la prostitution](#), d'[universitaires](#) et de chercheuses, de leaders des [communautés lesbiennes et gays](#), et de plus de [dix mille autres personnes](#), y compris un [ex-président des États-Unis](#) et les [héritiers](#) de Martin Luther King, Jr.

Au lieu de cela, Amnesty semble plus influencée par les slogans incessants d'une formidable culture pro-proxénétisme et par ce que la journaliste Meghan Murphy appelle « [le féminisme à la Playboy](#) » que prête à respecter [la Déclaration universelle des droits de l'homme](#). Amnesty a laissé des [proxénètes](#) reconnus façonner leur [politique](#) et d'[autres personnes](#) liées à l'industrie du sexe en faire la promotion sur le circuit des médias.

Les femmes ont le droit sans équivoque à prendre les décisions concernant leur santé, leur corps, leur sexualité et leur vie reproductive. Pour ce qui est des hommes, ils ne disposent pas du droit fondamental d'avoir accès à ce corps dans le commerce du sexe ou dans tout autre domaine, malgré la [prémisse](#) d'Amnesty en ce sens. Amnesty refuse d'admettre que les personnes prostituées souffrent aux mains de leurs acheteurs, quel que soit le contexte juridique; ce faisant, AI ignore délibérément les propres [comptes rendus des « prostitués »](#) sur leur prédilection pour la déshumanisation, ainsi que les [études](#) démontrant leur propension à la violence sexuelle. Comme le dit la survivante autochtone canadienne [Bridget Perrier](#), « Ce ne sont pas des lois qui tuent nos femmes, mais des hommes. »

Des exemples de cadres d'égalité des sexes appliqués à la prostitution sont pourtant à la portée d'Amnesty International, dans des pays comme la [Suède](#) et la [Norvège](#), mais AI préfère les rejeter en faveur des modèles entrepreneuriaux de bordels, dont les effets désastreux sont déjà constatés en [Nouvelle-Zélande](#), aux [Pays-Bas](#) et en [Allemagne](#).

« Nous devons érotiser l'égalité, » dit Gloria Steinem, dont les appels à Amnesty sont également restés sans réponse. « La prostitution désigne l'achat d'un corps, pas un plaisir mutuel et un libre choix. Le moyen le plus efficace pour lutter contre cette dangereuse inégalité est ni la criminalisation ni la légalisation, mais la "troisième voie", qui consiste à décriminaliser les personnes prostituées en leur offrant stratégies de sortie efficaces et en faisant rendre des comptes aux acheteurs. »

Le manque de compréhension de l'indivisibilité des droits humains des femmes et des filles n'est pas chose nouvelle pour Amnesty. Que ce soit par son refus de prendre parti, dans les années 1990, contre les pratiques traditionnelles néfastes telles que les [mutilations génitales féminines](#), ou par son apathie à inclure les droits reproductifs dans son mandat, Amnesty a préféré se liguer avec d'innombrables gouvernements en caractérisant ces violations comme prescrites par la culture ou la religion.

Pensez-y: plus de trois millions de femmes et de filles sont vendues chaque jour à des hommes dans les mégabordels de l'Inde. En vertu du plan d'Amnesty, ce nombre augmenterait de façon exponentielle avec la légalisation de la demande et la banalisation culturelle de la prostitution comme moyen de subsistance normal pour les fillettes et jeunes femmes pauvres, de [basse caste](#) et invisibles. Un vote appuyant le commerce mondial du sexe aurait pour effet d'effacer tout progrès qu'Amnesty aurait pu faire dans l'avancement des droits des femmes par le passé.

Le terme afrikaans d'apartheid signifie « en dehors et à part » et évoque l'un des régimes les plus brutaux de l'histoire moderne. En encourageant les gouvernements à enchâsser l'industrie du sexe comme un simple employeur éventuel de plus, Amnesty promeut un **apartheid de genre**, la ségrégation des femmes entre celles qui méritent d'avoir accès à des possibilités économiques et éducatives, et celles qui sont condamnées à la prostitution. Ne vous méprenez pas: tant que des femmes sont à vendre, aucune femme ne sera considérée comme égale dans les conseils d'administration, dans les couloirs du pouvoir législatif, ou à domicile.

Les pouvoirs appuyant la vision déficiente d'Amnesty à l'égard des femmes et des filles sont forts et leur discours est familier. Beaucoup d'entre nous qui avons signé la présente [Déclaration mondiale](#) sont les filles de tribus perdues, qui avons entendu au sein de nos mères des récits chuchotés de résilience et de survie au milieu des envahisseurs, de génocide et de langues oubliées. Les rythmes de la colonisation ne changent pas; ils imprègnent les corps des femmes dont l'accès est approprié par tous les moyens nécessaires, y compris la violence, la coercition et l'argent.

Les pouvoirs peuvent avoir parlé, mais pas la justice. À tous les Goliath correspond un David; chaque [Dred Scott](#) suscite une prise de conscience collective. Des batailles peuvent être perdues, mais les esprits rebelles survivent au nom de nos aïeules et de leurs arrière-petites-filles encore à naître. Il n'est pas trop tard pour Amnesty International. Une organisation visionnaire des droits de la personne définit sa mission sur la base de ce que nous aimerions que le monde soit, pas sur l'accommodement des souffrances indicibles actuelles. Mais jusqu'à ce qu'Amnesty corrige cette injustice, sa légitimité est ternie; son âme, perdue; sa bougie, éteinte.

Traduction : Collective TRADFEM